

QUEL EVEIL DES CONSCIENCES SANS L'ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE - GEOGRAPHIE ?

Conférence-débat, Association des libres penseurs (Bourg-en-Bresse, 29 avril 2010)

Sylvain GENEVOIS, agrégé d'histoire-géographie, docteur en Géographie et en Sciences de l'Education, chargé de recherche à l'INRP

Yvan CARLOT, agrégé de Géographie, ancien formateur IUFM

PREAMBULE

Nous n'apportons ici que nos points de vue personnels ; nous ne sommes nullement mandatés par une quelconque structure qu'elle soit issue de l'Education Nationale ou d'une association professionnelle. Bien que directement impliqués, nous ne souhaitons pas intervenir dans les polémiques, mais garder une certaine distance pour favoriser la réflexion.

Notre positionnement et nos points de vue se sont forgés à partir de notre carrière d'enseignant, de formateur et de chercheur ; carrières qui a permis à chacun de nous de parcourir les principales facettes de ce métier exigeant. Un métier qui demande beaucoup d'investissements personnels, mais aussi qui nous a permis de rencontrer nombre de personnes de la sphère éducative.

INTRODUCTION

Quel éveil des consciences sans l'enseignement de l'Histoire-Géographie ? Cette question peut paraître assez secondaire voire superflue, elle ne pourrait concerner que des spécialistes de l'enseignement ou de la discipline. En réalité, la question de savoir « à quoi sert l'histoire-géographie ? » est importante dans la mesure où elle pose la question du politique et interroge les rapports entre l'Ecole et la Cité. Elle est donc l'affaire de tous les citoyens. Se pose en outre la question de son utilité sociale ?

Etre historien-géographe, c'est déjà problématique (le tiret entre histoire - géographie demande explications) : n'est-on pas « historien et géographe » ou plus exactement « historien » ou « géographe » ?

Histoire-Géographie : A-t-on affaire à une discipline "hybride" mal positionnée dans le champ des sciences ? À quoi correspond-t-elle précisément et quelle est sa fonction dans l'enseignement en France ? Car au tandem "Histoire-Géographie", s'est ajoutée, selon les périodes, l'Education ou Instruction Civique. Voici une "triplette d'enfer" !... qu'il convient de décoder.

Il faut donc se demander pourquoi cette discipline scolaire, "l'Histoire-Géographie" soulève passions et interrogations lorsqu'elle est sous les feux de l'actualité, bien qu'elle soit dans les

mentalités souvent peu appréciée, perçue dans l'opinion publique comme discipline de mémoire, d'inventaire et de nomenclature ? En clair une discipline "ringarde" et peu "utile" ?

De fait, se demander pourquoi en France on enseigne l' « Hist-Géo », relève de la plongée dans les méandres de l'histoire du pays, dans les tribulations des deux disciplines, dans les rapports entre la société civile française et son modèle d'Ecole...

Il est donc nécessaire :

- de replacer le contexte présent,
- de rappeler succinctement l'histoire des deux disciplines - l'Histoire et la Géographie -,
- de préciser à nouveau les finalités à cette discipline scolaire qu'est l'histoire-géographie,
- de questionner l'histoire-géographie sur sa place dans le cursus scolaire,
- enfin de se demander s'il y a crise de l'histoire-géographie ou crise de l'Ecole Républicaine.

oooooooooooooooooooooooooooo

CONTEXTE

■ Pour éclairer le contexte, nous partirons d'une liste de constats qui ne prétend pas être exhaustive :

- 1^{er} constat : la suppression de l'Histoire-Géographie au Baccalauréat scientifique, alors que c'était une des très rares disciplines à être enseignée tout au long des cycles de formation depuis l'école primaire jusqu'à l'Université. N'est-ce pas un symbole qui cache une crise beaucoup plus profonde ?

- 2^e constat : la réduction de l'horaire hebdomadaire d'enseignement de cette discipline (à mettre en parallèle avec les réductions horaires des autres disciplines).

- 3^e constat : l'instrumentalisation grandissante de l'Histoire au service de la mémoire, de l'identité nationale, en rapport avec des enjeux politiques ou sociaux. D'où la création d'un Comité de vigilance face aux usages publics de l'Histoire, par exemple pour dénoncer le « bilan positif de la colonisation », la lecture de la lettre de Guy Moquet dans les classes et autres détournements de personnages historiques...

- 4^e constat : l'opinion publique se saisit de ces débats et réagit. Par exemple la forte mobilisation d'universitaires et de politiques fin 2009 pour « sauver l'Histoire » (mais ne faut-il pas aussi "sauver la Géographie" ?). *La réponse de L. Chatel, actuel Ministre de l'Education Nationale* : « L'Histoire restera toujours une discipline fondamentale » ! (on peut se poser la question : et sauver la Géographie, alors ?... est-elle bonne à passer aux oubliettes ?)

- 5^e constat : le tout sur fond de crise de l'Ecole : affaiblissement du service public d'éducation, interrogations sur ses missions, réformes successives - toujours à "moyens constants"-, suppression de postes, recul de la formation initiale, réduction de la formation continue, problème des violences dans le cadre scolaire...

■ **Si l'on ajoute que la défense de l'Histoire-Géographie est identifiée :**

- à des formes de corporatismes (les enseignants voudraient défendre leurs propres intérêts à travers le maintien des horaires, l'amélioration des conditions de travail, des salaires, de la carrière...);
- à une hostilité aux changements de programmes, aux questions et/ou problématiques nouvelles, cette hostilité étant souvent comprise comme un refus de changement des pratiques pédagogiques ;
- à un retour aux valeurs de la 3^{ème} République, considérées comme conservatrices du fait que ces valeurs sont souvent présentées comme « passéistes » (telle la laïcité) ;
- à d'autres formes de conservatisme dans des optiques opposées, comme la volonté de restaurer « l'instruction civique » pour lutter contre l'individualisme et toutes les formes d'incivilités actuelles ;
- voire à la volonté de revenir à l'autorité patriarcale ! ?

(Cf. le sens accordé à la « Renaissance » et à la « Refondation » de l'Ecole, à l'idée de « faire prévaloir l'autorité du maître » que l'on trouve dans la Lettre aux éducateurs du Président de la République envoyée à tous les professionnels de l'éducation en septembre 2007)

Le dénigrement de l'Histoire-Géographie va donc bon train...
Essayons d'y voir plus clair.

1) BREF RAPPEL DE L'HISTOIRE DE CES DEUX DISCIPLINES

Tout d'abord, se rappeler que les deux disciplines se sont structurées à l'Université *en fonction* du couple scolaire Hist-Géo. Cette structuration dans le champ universitaire est d'ailleurs postérieure à la mise en place de l'histoire-géographie dans le premier et second degré.

Il est bon de rappeler que le couple « histoire-géographie » est une spécificité française, liée à une volonté nationale de prendre sa revanche sur l'Allemagne après la défaite de 1870.

On assiste alors à la mise en place d'un « roman national », c'est-à-dire d'une conscience nationale construite par l'Ecole mobilisant certains événements et commémorant l'histoire de France dans une optique nationale. Pendant près d'un siècle, l'histoire, la géographie, la morale "laïque" et l'instruction civique ont été des enseignements indissociables au service de la Patrie et de la République.

Question : ne retourne-t-on pas à la reconstruction d'un nouveau roman national calqué sur le précédent ?

■ **La clé de voûte a été l'école primaire.**

Citons Philippe Claus, inspecteur général de l'Éducation nationale, « Comment l'histoire et la géographie sont-elles enseignées à l'école primaire ? » Actes du séminaire national : « Acquis des

élèves et pratiques d'enseignement en histoire-géographie et éducation civique » (Poitiers, les 18 et 19 décembre 2007) :

« Les programmes, très structurés, insistent sur la nécessité de faire connaître les plus grands personnages et les faits principaux de l'histoire nationale (construction du "roman national"). En géographie, le cœur du programme portait sur la France physique et politique (insistant sur son "harmonie", son "équilibre", sa "tempérance") ; mais aussi sur ses colonies. En histoire, la méthode pédagogique préconisée s'appuyait sur le récit et sur un dialogue entre le maître et ses élèves. Les instructions officielles (I.O.) insistent alors sur l'observation, la mémorisation et la localisation.

Avec les textes du début des années soixante dix, l'objectif a été d'éveiller la curiosité des élèves, de leur apprendre à réfléchir à partir d'observations, en partant du plus proche pour aller au plus lointain, avec une forte insistance sur l'exploitation de l'environnement proche. Les activités d'éveil ont suscité de fortes résistances, elles étaient objectivement difficiles à réussir, elles étaient contestables dans l'approche des deux disciplines, dans la mesure où elles présentaient les faits, les événements, les situations de façon occasionnelle sans l'exigence de la chronologie ou des échelles et sans prise de conscience de la relativité des valeurs.

Depuis les programmes de 1985 jusqu'à ceux de 2002, les finalités scientifiques et civiques des deux disciplines sont réaffirmées, au cours du cycle des approfondissements particulièrement.

L'histoire et la géographie viennent nourrir l'éducation civique qui est désormais considérée comme le second pôle organisateur de l'Ecole, après le langage et la maîtrise de la langue française.

L'intention explicite des programmes de 2002 est de favoriser, par la comparaison avec des sociétés différentes dans le temps et dans l'espace, "la construction chez les élèves d'une identité forte, à la fois sûre d'elle même et ouverte, fondée sur la conscience de s'inscrire dans un héritage et de participer à l'aventure d'un espace commun à tous les hommes". (Cf. Programmes p. 65 du BOEN hors série N°1 du 14 février 2002)

L'histoire et la géographie ont aussi retrouvé des finalités propres. Pour l'histoire, il s'agit d'aider l'élève à "construire une intelligence du temps historique". Le cycle 3 vise à poser des jalons et des repères, dans le respect du déroulement chronologique. La géographie est située clairement comme l'étude de l'espace organisé par les sociétés. L'accent est mis sur la lecture et la compréhension du paysage, ainsi que sur la mise en relation des paysages avec l'étude de cartes.

Si l'histoire et la géographie ont bien des objectifs, des contenus et des démarches pédagogiques qui leur sont propres, l'articulation de ces enseignements avec les apprentissages instrumentaux, en particulier ceux liés à la maîtrise de la langue, s'imposent en permanence. Toute leçon d'histoire ou de géographie devrait être aussi un moment d'apprentissage de la langue. »

■ L'enseignement du second degré :

- L'Histoire-Géographie a été longtemps le seul enseignement en Sciences Humaines Sociales dans le second degré avant l'apparition des Sciences Economiques Sociales ou SES, aujourd'hui objet de maints débats :

* D'où sa présence de la 6^{ème} à la Terminale ;

* D'où une stabilité extraordinaire dans la structuration du "curriculum formel", malgré les changements de programmes et le problème du collège unique.

Il faut rappeler les étapes traditionnelles de construction des programmes d'Histoire-Géographie

- 1- les attentes de la société (les finalités civiques),
- 2- le ressourcement scientifique (l'intégration des données nouvelles de la recherche et de ses thèmes),
- 3- l'évolution de la didactique (les apports : démarches, outils, supports...),
- 4- "l'air du temps" (les problèmes d'actualité à prendre compte) ;

Le tout à insérer dans les cadres horaires et de services souhaités par la politique du Ministère (orientations et instructions).

Question : n'assiste-t-on pas à une inversion où les prescriptions ministérielles s'imposent dans une espèce d'urgence avant toute autre réflexion scientifique, épistémologique et didactique ?

- Mais il reste des rapports ambigus : l'histoire paraît souveraine par rapport à une géographie minoritaire ou minorée qui a cherché à s'émanciper de la tutelle de l'histoire (débat larvé récurrent).

- S'ajoute un déséquilibre fondamental dans le second degré entre historiens (entre 70 à 80%) et géographes de formation (30 à 20 %) qui, dans les faits, se traduit par une géographie malmenée ou réduite (dans la durée annuelle et dans les contenus).

- Il n'est pas inutile de rappeler aussi que l'enseignement de l'Histoire-Géographie est "piloté par l'aval", par les examens de fin de cycle (BEPC, Baccalauréats) : la forme et les critères d'exigence de ces examens conditionnent fortement les pratiques d'enseignement de la discipline. Mais comme ces examens portent fondamentalement sur les contenus (les seuls savoirs du programme de l'année d'examen) et complémentaiement sur les démarches et les outils de la discipline, les finalités sont de fait oubliées par les enseignants, au mieux mises en réserve par l'enseignant pour gérer les cas de tensions internes en classe.

Pourtant l'Histoire-Géographie a des finalités ambitieuses que l'on retrouve en permanence : développer le sens critique, donner une culture « humaniste » (culture qui est aujourd'hui en crise ou en voie de disparition)

Question : n'est-ce pas ces finalités qui posent problème, car elles sont devenue "gênantes", pour ne pas dire contraires aux objectifs de groupes de pression actuellement influents ? Tout cela au nom des libertés fondamentales des individus, faisant fi des attentes collectives.

2) EXPOSÉ DES DIFFÉRENTES FINALITÉS D'UNE DISCIPLINE EN PLEINE ÉVOLUTION

■ C'est ce que l'on appelle le "curriculum caché"

Il se compose des finalités suivantes :

- finalités culturelles et patrimoniales : il s'agit de décrire et de comprendre le monde. On est dans la logique de transmettre des savoirs, mais aussi de construire une culture commune en référence à un passé (patrimoine, mémoire, identité...) ou à un espace commun (Etat-nation, territoire,...) ;

- finalités civiques : compréhension des enjeux du monde actuel, rôle du citoyen ayant à se construire une opinion et à faire des choix : il s'agit de favoriser l'insertion de l'individu dans la cité et de développer son sens critique. La construction d'une « citoyenneté géographique » suppose des références à une culture commune ;

- finalités civiques toujours : en rapport avec l'idéal républicain fondé sur la laïcité, sur la tolérance, sur la démocratie, le respect du bien commun, de l'intérêt collectif, du vivre ensemble... Succinctement la mise en évidence de la construction de l'Etat de droit. Cette finalité se calque avec les objectifs de l'Education Civique ;

- finalités intellectuelles : discipline de formation, capacité à lire/écrire, mais surtout à argumenter il s'agit d'acquérir des contenus et des méthodes qui permettent de développer la pensée formelle, le raisonnement, l'esprit critique. L'accumulation de savoirs n'est pas le principal objectif, mais cela pose la question du socle indispensable de connaissances à acquérir, en termes de savoirs et savoir-faire géographiques ;

- finalités pratiques et professionnelles : il s'agit d'enseigner des savoirs utiles pour la vie quotidienne et pour la vie professionnelle (particulièrement affirmées pour l'enseignement professionnel). Ces savoirs d'action ne sont pas complètement disjoints de l'insertion du citoyen dans la société.

Certaines de ces finalités peuvent être complémentaires : par exemple, la formation intellectuelle à l'esprit critique est l'une des conditions d'exercice de la citoyenneté. Mais en pratique il est souvent difficile, voire impossible, de vouloir poursuivre toutes ces finalités à la fois.

■ Ces finalités ne sont pas faciles à atteindre :

A l'heure de la mondialisation, quelle vision du monde enseigner et faire partager ? Face à la force et à la prégnance de l'image dans la société de l'information, quel type de raisonnement et quelle forme d'esprit critique mettre en valeur ? Avec l'accélération des techniques, quels sont les savoirs-faire géographiques qui seront vraiment indispensables dans la société de demain ?

Il y a aussi la nécessité impérieuse de réfléchir à l'articulation entre la finalité intellectuelle d'un enseignement de la géographie (donner des clefs pour une compréhension pertinente du monde) et sa finalité civique (aider chaque élève à se construire comme futur adulte, à la fois libre et responsable).

■ L'échec de l'Education Civique :

Initialement, la 3^{ème} République a conçu tout un corpus déjà cité pour les finalités de l'Histoire-Géographie : pour mémoire la laïcité, la tolérance, la démocratie, le respect du bien commun, l'intérêt collectif, le vivre ensemble, le tout constituant l'« idéal républicain » premier. Les programmes d'Education Civique ont mis en avant le fonctionnement des institutions afin de mettre en valeur les acquis de la Révolution, mais aussi le modèle français où République et Démocratie ne font qu'un. En clair, le civisme du citoyen appelé à voter, à payer ses impôts (et servir sous les drapeaux). Or il est clair qu'actuellement, ce civisme s'effrite !

En effet on constate un va-et-vient entre deux conceptions fondamentales :

- soit l'Education Civique est une « discipline » articulée avec l'Histoire et la Géographie. Mais c'est un échec patent car historiquement dès le retour de la 2^{ème} Guerre Mondiale, l'idéal républicain commence à se fissurer et la morale civique n'est plus aussi prégnante que sous la 3^{ème} République ; l'individualisme et la société de consommation multipliant les brèches ;

- soit il n'y a que 2 disciplines, l'Histoire et la Géographie qui sont chapeautées par des finalités civiques partagées - le curriculum caché - mais là encore, on assiste à un 2^{ème} échec, tout aussi net... car certains enseignants les ont "oubliés", se centrant sur les savoirs disciplinaires à acquérir ; d'autres ont feint de les oublier par commodités avec pour excuses justificatrices : le manque d'intérêt des élèves, les horaires trop courts, les programmes d'Histoire-Géographie trop longs, la préparation des examens, etc.)

La transformation de l'Education Civique en ECJS (Education Civique Juridique et Sociale) n'a pas résolu ce dilemme. La formation du citoyen, même élargie à des notions de droit ou à des clés de l'organisation et du fonctionnement de la société française (égalité homme-femme, par exemple), n'a pas permis aux enseignants de "faire bouger les lignes" ; ce qui se passe en dehors de l'Ecole étant beaucoup trop prégnant. De plus, l'ECJS n'étant plus réservée aux seuls historiens-géographes, certains chefs d'établissement s'en sont servis comme variable d'ajustement pour l'organisation des services.

3) L'HISTOIRE - GÉOGRAPHIE EN QUESTION

■ Une des hypothèses :

L'Histoire-Géographie serait entre deux paradigmes :

- l'acquisition et la maîtrise de savoirs de type encyclopédique dans une logique culturelle et "humaniste",
- la recherche d'une « utilité sociale » dans une logique formative et d'intégration sociale et professionnelle.

On ne peut se contenter d'affirmer à coup de grandes phrases ou d'expressions frappées d'évidence que l'Histoire-Géographie s'impose naturellement comme une discipline incontournable, nécessairement utile à la formation des jeunes générations. Dans un monde rationnel où tout doit être fonctionnel, utile, doté d'une valeur marchande, construire une culture humaniste, ou même structurer chez les enfants ou adolescents un panel de valeurs (jugées abstraites et éloignées des préoccupations quotidiennes) n'apparaît pas comme une nécessité. Dans notre société actuelle, l'individualisme et la priorité mise sur les libertés individuelles (on pourrait dire l'égoïsme dominant et la satisfaction immédiate de ses envies), les finalités de l'Histoire-Géographie semblent bien loin de ce prosaïsme. Donc pourquoi enseigner l'histoire, et surtout la géographie ?

Question : N'est-ce pas ce curriculum caché avec les difficultés inhérentes à sa mise en oeuvre , qui est mis en avant pour justifier critiques et ostracisme larvé ?

■ **Problème de la construction des disciplines scolaires :**

Pour être légitime, une discipline doit s'appuyer si possible et au plus près :

- sur des savoirs de référence (des savoirs universitaires reconnus et validés)
- sur des pratiques sociales (en cohérence avec ce qui se pratique dans la société, par exemple l'utilisation des nouvelles technologies et leur transfert en classe)

Ce qui ne signifie pas qu'il n'y a pas, malgré tout, une autonomie du champ scolaire, dans une logique de scolarisation des savoirs de référence à transmettre et des savoirs appropriables par des élèves selon leur niveau d'études.

Aussi l'enseignement de l'Histoire-Géographie se heurte à un certain nombre d'obstacles ou de difficultés qu'il convient de rappeler brièvement :

- le refus du politique pour l'Education au Développement Durable (EDD) : « l'enseignant ne doit pas faire de politique », idée fortement ancrée alors que dans la réalité tout son enseignement est politique et idéologique. Sans être des procureurs ou des militants prosélytes, les enseignants doivent aborder, en dépit de savoirs transformés en vulgate, les problèmes d'EDD qui sont souvent de Questions Socialement Vives. Ils sont comme des éveilleurs de conscience, ils ont donc l'obligation de garder à l'esprit les finalités de l'Histoire-Géographie tout en évitant que les savoirs scientifiques l'emportent. L'important pour l'enseignant est de garder toujours une certaine distance, de tenir "à froid" des sujets qui sont souvent brûlants. Par exemple, en histoire immédiate il est confronté à la difficulté de garder la distance sur des questions d'actualité, de ne pas tomber dans le journalisme, mais de "faire de l'histoire". En géographie, les Questions Socialement Vives comme « Nourrir les hommes », « Les problèmes de gestion de l'eau », « La question du réchauffement climatique »... nécessitent de mobiliser des connaissances complexes issues de controverses scientifiques, donc non encore reconnues comme des savoirs de référence.

Question : Peut-on discerner clairement dans le curriculum réel ce qui relève des obstacles à la mise en oeuvre du curriculum formel, de ce qui relève des positionnements ou postures de l'enseignant, en particulier en ce qui concerne les finalités civiques ?

- **La crise et le renouveau épistémologique des deux disciplines**

Très schématiquement on peut lancer quelques axes de réflexion :

En histoire, le changement a été beaucoup plus long qu'en géographie, mais malgré tout conflictuel. Il y a eu remise en cause de l'Ecole des Annales avec le retour à la chronologie, le recentrage sur des personnages et des lieux de mémoire. Mais « on n'assume toujours pas son passé », en particulier Vichy et la guerre d'Algérie (minorés dans les programmes). Et en plus l'accélération de l'histoire avec la fin des grands empires, la chute du mur de Berlin a conduit à une ré-interrogation concernant l'histoire du XXe, ce « siècle des extrêmes » où les sociétés démocratiques n'ont pas pu ou pas su empêcher les totalitarismes ou la Shoah.

En géographie, on peut citer à titre de référence le colloque d'Amiens INRP-Inspection générale de 1992 qui posait déjà la question : Peut-on encore enseigner la géographie à l'école ? Ce colloque a définitivement orienté la géographie scolaire vers les sciences sociales.

Par exemple, l'introduction du système-monde dans les programmes de lycée en 1995 est restée sans suite dans les programmes qui ont suivi, parce que les savoirs de référence n'étaient pas encore validés, mais aussi parce que les conséquences civiques sur l'enseignement de la géographie n'avaient pas été évaluées.

Au delà des enjeux idéologiques et politiques sur la place et le rôle de l'Ecole aujourd'hui, il semble intéressant de noter une double évolution : d'une part une évolution vers une approche transversale des savoirs (cf rôle des « *éducations à* » : éducation à l'environnement, éducation à la santé, éducation à la citoyenneté, etc.), et d'autre part une évolution vers des compétences disciplinaires fondamentales et réappropriables dans d'autres disciplines (cf maîtrise des compétences spatiales, des compétences informationnelles, etc.).

4) CRISE DE L'HISTOIRE - GÉOGRAPHIE OU CRISE DE L'ECOLE ?

Entre l'école et la société s'est tissé un réseau de relations complexes qu'il faut avoir clairement en tête pour tenter de l'appréhender.

■ Fin du pacte indéfectible entre la Nation et son Ecole

Le séminaire récent « Ecole et nation » à l'INRP (1^{er} avril 2010) a permis de montrer que l'Ecole est un cadre de la Nation construit au fil du temps. Dans tous les pays, se pose aussi la question de la place de l'Ecole dans cette construction. La tendance aujourd'hui est dans un processus de déconstruction du « roman national » à partir des mythes fondateurs.

- La double ambition intégratrice et émancipatrice de l'Ecole fixée par ses fondateurs peut être considérée aujourd'hui comme non atteinte (difficulté, entre autres, à faire passer le modèle français de « citoyenneté d'adhésion »). Il y a eu massification mais pas démocratisation véritable de l'école, encore lieu de reproduction des élites.

- L'Ecole qui était un pilier de la République et l'Histoire-Géographie qui était au service de l' « idéal républicain » se trouve maintenant dans une impasse. On ne peut que déplorer l'absence de vision d'avenir, l'absence de projet mobilisateur et consensuel.

Question : Quelles sont les forces divergentes qui empêchent l'élaboration d'un réel projet pour l'Ecole de la République ?

■ Le retour à l'instruction civique peut-il servir de projet mobilisateur ?

Tout d'abord il y a eu comme un rappel à l'ordre : la loi d'orientation et de programme pour l'avenir de l'école du 23 avril 2005 rappelle « *qu'outre la transmission des connaissances, la Nation fixe comme mission première à l'école de faire partager aux élèves les valeurs de la République* ».

Mais ce rappel à l'ordre est en grande partie inopérant car :

- la société se replie sur l'individualisme et l'argent,
- l'éducation civique est globalement un échec : on ne sait pas si on est sur le registre de l'ECJS ou sur le registre des finalités civiques de l'histoire-géographie,
- les sujets d'étude des nouveaux programmes mobilisent les enseignants sur les contenus, non sur les finalités,
- il est nécessaire de redéfinir les rapports entre les disciplines.

Ensuite est venue la Lettre aux Educateurs de la rentrée 2007 du Président de la République

N. Sarkozy : *"il faut réinstaurer l'autorité"*. Mais quelle autorité ?

- par le pouvoir de sanction ?
- par un retour à des pratiques pédagogiques autoritaires ? Entre autres, effacer les avancées des Sciences de l'Education depuis 1968 (date symbolique), globalement regroupées sous le terme de "pédagogisme", un courant considéré par certains comme à l'origine de tous les maux de l'Ecole.
- par les compétences disciplinaires et pédagogiques ? Ce qui pose le problème de la formation initiale, au moment où la mise en oeuvre de la réforme actuelle des IUFM est dénoncée par une majorité d'enseignants et de formateurs. La philosophie actuelle du Ministère de l'Education Nationale semble se réduire à deux aphorismes : le premier *"du moment que l'on sait, on sait enseigner"* et le second *"c'est en forgeant que l'on devient forgeron"*. On peut rêver !
- par l'adhésion à un modèle « nouveau », « rénové » ? Or celui de l'« idéal républicain » issu des fondateurs de la 3^{ème} République est battu en brèche.

■ L'Ecole publique sans devenir ?

Enfin, il faut noter, dans une part croissante de la population, une désaffection, un désamour pour cette école publique laïque. On peut constater une crise de confiance à deux niveaux :

- Crise de confiance dans la promotion sociale et professionnelle : aujourd'hui, l'Ecole ne parvient plus vraiment à assurer la réussite et l'intégration dans la société.
- Crise de confiance également dans la capacité de l'Ecole à conduire chaque élève vers l'exercice de la citoyenneté et les responsabilités de l'âge adulte.

En outre, la laïcité n'est plus regardée comme un des piliers de la tolérance, elle est vue par certains groupes de pensée comme un facteur d'intolérance.

Question : Derrière cela, n'y-a-t-il pas une volonté délibérée et progressivement menée de déconsidérer l'Ecole publique afin de privatiser l'enseignement (au nom des libertés fondamentales), permettant ainsi à l'Etat de se décharger de cette tâche pourtant essentielle à sa pérennité, celle de la société, celle de son économie, celle de sa démocratie qu'il représente ?

Ces visions renvoient à un projet politique qui retient l'attention actuellement :

Comme il existe aussi cette tentation déjà citée d'instrumentaliser l'histoire et de réécrire un nouveau "roman national", on peut s'interroger sur la place de "l'Histoire-Géographie" dans ce projet.

On proclame qu'il faut rétablir le « pacte républicain » : on l'a déjà mentionné, la loi d'orientation et de programme pour l'avenir de l'école du 23 avril 2005 : « outre la transmission des connaissances, la Nation fixe comme mission première à l'école de faire partager aux élèves les valeurs de la République ».

Mais la République peut-elle exister si on ne forme pas des républicains ? Cela pose la question de ce que l'on met sous le vocable « pacte républicain », mot-valise à la mode, qui n'est jamais défini correctement, une sorte de réponse simpliste et électoraliste à une société déboussolée, avec la tentation de sacraliser les valeurs de la République.

Question : Que cache réellement cet appel au "pacte républicain" ? Rideau de fumée pour permettre la poursuite du démantèlement de l'Ecole publique ? Ou plus simplement impuissance à gérer la complexité d'une situation sociale complexe et rapidement évolutive, situation qui se répercute au sein de l'Ecole ?

Ce qui pose problème à l'école aujourd'hui, c'est que notre société fait souvent le contraire de ce qu'elle demande à l'école de transmettre ; et que les familles exigent de l'école des repères qu'elles ont elles-mêmes depuis longtemps renoncé à donner à leurs enfants.

Question : Défaitisme ou réalisme ? N'aborde-t-on pas ici le débat initial que Condorcet avait initié sous la Révolution : faut-il instruire ou éduquer ? Cette tension entre 2 polarités (enseigner des savoirs / éduquer à la citoyenneté) revient en force dans le contexte actuel de crise de l'Ecole.

oooooooooooooooooooooooooooo

CONCLUSION

Citons Armand Frémont, "Aimez-vous la géographie ?" Edition Flammarion 2005 : chap. 20 la géographie à l'école p. 339-340

« La géographie n'a pas très bonne presse. À force de répéter avec le sourire que "les français ignorent la géographie", on finit par le croire et presque à s'en réjouir comme d'une chose amusante. L'"histoire-géo" de l'école est tenue pour une discipline sympathique, mais sans difficulté majeure, sans enjeu dans la grande compétition scolaire, sans verrou aussi marqué que ceux de l'indispensable français, des saintes mathématiques ou des incontournables langues vivantes, sans temple prestigieux à l'horizon des ambitions familiales et personnelles... « On apprend vite "l'histoire-géo", pour l'oublier aussi vite ». Surtout, dans la cohabitation de l'histoire et de la géographie, auxquelles il faut ajouter l'instruction civique, l'histoire constitue incontestablement la noblesse, et la géographie le tout petit tiers-état". »

La géographie n'est pas une discipline « bonnasse » et il faut dépasser la rivalité entre Histoire et Géographie pour jouer la complémentarité qui s'avère plus que nécessaire dans l'éveil des consciences.

Le cours de l'histoire et le contexte environnemental influent eux-mêmes sur l'enseignement des deux disciplines. On est passé d'une conscience nationale à une double conscience :

- Une conscience planétaire (tous les problèmes planétaires se répercutent chez nous) et donc il est nécessaire de maintenir une curiosité et une ouverture sur le monde pour comprendre ce qui se passe, mais aussi les répercussions dans son quotidien.
- Une conscience de son environnement quotidien (on parle d'« agenda 21 » communaux, de « logique territoriale »...) La gestion de cet environnement demande une réflexion qui fait

appel à l'histoire (car « comme tout espace est une mémoire, il a une histoire »)

→ ce qui nécessite un « examen de conscience » sur ce que l'on attend aujourd'hui de l'enseignement de l'histoire-géographie. Il ne suffit plus de défendre « une bonne conscience nationale et républicaine ». Il faut s'interroger sur ce que les citoyens attendent aujourd'hui de leur Ecole.

La géographie a cette capacité d'amener tout un chacun à un raisonnement complexe intégrant le jeu des échelles (local, régional, continental, mondial) et faire appel aussi aux différents temps (du temps "court" de l'évènement au temps "long" des évolutions).

Pour finir, citons Edgar Morin "Relier les connaissances, le défi du XXIe siècle", journées thématiques, Paris 1999.

« C'est la régression de l'aptitude à appréhender les problèmes fondamentaux et globaux qui doit nous inciter à la régénération d'une culture non plus seulement limitée aux humanités classiques, mais qui serait constitutive de "nouvelles humanités", fondées sur les enrichissements mutuels de la culture traditionnelle et la culture scientifique... Ces nouvelles humanités sont indispensables à la régénération de la culture humaniste laïque : une telle culture a pour mission d'encourager l'aptitude à problématiser, l'aptitude à interroger et s'interroger, l'aptitude à contextualiser, et finalement la conscience et la volonté d'affronter le grand défi de la complexité que lance le monde qui est et sera celui des nouvelles générations ». »

Sitographie

- Lettre aux éducateurs du Président de la République N. Sarkozy (4 septembre 2007) : <http://media.education.gouv.fr/file/41/3/6413.pdf>
- Commémoration du souvenir de Guy Môquet et de ses 26 compagnons fusillés (Encart au BO n°30 du 30 août 2007) <http://www.education.gouv.fr/bo/2007/30/MENE0701517N.htm>
- Comité de vigilance face aux usages publics de l'Histoire (CVUH) : <http://cvuh.free.fr/>
- Mobilisation pour « sauver l'Histoire » <http://ethnolyceum.wordpress.com/2009/12/06/mobilisation-pour-sauver-lhistoire/>
- Appel pour le maintien d'un enseignement obligatoire d'Histoire et de Géographie en Terminale scientifique (Association des Professeurs d'Histoire et de Géographie - APHG) <http://spreadsheets.google.com/viewform?formkey=dDI1ZmtPczNEMmxLdG9WeDRtclUyZkE6MA>
- « L'histoire sera toujours une discipline fondamentale » (Interview de Luc Chatel pour France-Info) : <http://www.france-info.com/france-education-2009-12-06-la-mobilisation-pour-sauver-l-histoire-prend-de-l-ampleur-377683-9-43.html>

- Eddy Khaldi, Muriel Fitoussi, Main basse sur l'école publique, 2008
<http://www.main-basse-sur-ecole-publique.com/>

- Liberté, Egalité, Précarité : la lettre d'une «doctorante parmi d'autres» à la ministre de l'enseignement supérieur
<http://education.blog.lemonde.fr/2010/03/01/liberte-egalite-precarite-la-lettre-dune-%c2%ab-doctorante-parmi-dautres-%c2%bb-a-la-ministre-de-lenseignement-superieur/>

- Formation des enseignants : les mystères de la mastérisation (1) D'une pierre trois coups
<http://education.blog.lemonde.fr/2010/03/04/formation-des-enseignants-les-mysteres-de-la-masterisation-1-dune-pierre-trois-coups/>

- Yvan Carlot, Fin de partie, Crise de la géographie scolaire ? 2003.
<http://clioweb.free.fr/debats/findepartie.htm>

- Sylvain Genevois, La géomatique en classe : quels usages pour quelles finalités ? Cahiers pédagogiques, Enseigner la géographie aujourd'hui, n°460
http://www.cahiers-pedagogiques.com/article.php3?id_article=3552

- Séminaire scientifique international « Ecole et nation » à l'INRP 1^{er} avril 2010 :
<http://www.inrp.fr/manifestations/2009-2010/ecole-et-nation>